

ASSEMBLÉE NATIONALE
6 mai 2024

PORTANT MODIFICATION DU CORPS ÉLECTORAL POUR LES ÉLECTIONS AU
CONGRÈS ET AUX ASSEMBLÉES DE PROVINCE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE - (N°
2424)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 10

présenté par

M. Delaporte, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Karamanli, M. Vicot, M. Aviragnet,
M. Baptiste, Mme Battistel, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, M. Califer, M. David,
M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Jourdan,
Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune,
M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, Mme Thomin, M. Vallaud et les membres
du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE ADDITIONNEL

AVANT L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:

L'avant-dernier alinéa de l'article 77 de la Constitution est complété par une phrase ainsi rédigée :
« L'État met en place une mission du dialogue pour proposer les lignes d'un accord global. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à créer une commission du dialogue afin
de favoriser l'émergence d'une solution négociée et pacifique.

Il s'agirait d'un outil de facilitation des négociations. Une telle solution inscrirait l'Etat dans le
registre de l'impartialité, ce qui pourrait avoir un effet positif eu égard au climat des négociations.

Tous les sujets auraient vocation à être abordés qu'ils soient économiques ou institutionnels.

Tel est le sens de cet amendement.